

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Avril 2026

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Nos chercheurs ont publié

Événements

IRSEM Europe

Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

[À VENIR \(p. 16\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Claude Weber, qui a rejoint l'institut en tant que directeur du domaine Défense et société.



Professeur des Universités de sociologie à l'Université de Rennes 2, ethnologue de formation, docteur en sciences sociales de l'Université Marc Bloch de Strasbourg (2000), Claude Weber travaille sur les faits militaires depuis plus de trente ans et sur nombre de problématiques en lien avec le volet fonctionnel (organisation et action) et le volet sociopolitique (relations Armées-État-Société) qui caractérisent le champ de la sociologie militaire dans lequel il s'inscrit. Spécialiste des cultures et des organisations militaires, il a récemment consacré ses travaux au commandement/leadership au sein de l'armée de terre.

Il a enseigné et dirigé le Département de sociologie à l'Académie militaire de Saint-Cyr de 2003 à 2024 et exerce des responsabilités dans diverses organisations de recherche nationales et internationales (président actuel d'Ergomas – European Research Group On Military And Society –, responsable du groupe de travail 05 « Forces armées et sociétés » au sein de l'Association internationale des sociologues en langue française (AISLF), etc.).

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



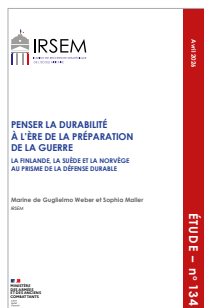
Étude 133 (4 avril)

« [Stratégies chinoises et équilibres de puissance en Océanie insulaire](#) », par Carine Pina, 76 p.

Dans la région Asie-Pacifique (Indo-Pacifique), peut-être plus qu'ailleurs, la Chine est à la fois un partenaire économique majeur et un catalyseur d'« anxiété géopolitique ». De fait, sa présence et son influence se sont considérablement étendues dans cette vaste région suivant l'accroissement de ses moyens éco-

nomiques, politiques et sécuritaires. Depuis le début du XXI^e siècle, et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013-), son développement économique et militaire inquiète. L'extension des intérêts chinois et le renforcement des relations entre Pékin et les États insulaires océaniques depuis le début du XXI^e siècle n'échappent pas à ces réactions. *A priori*, le déséquilibre entre les éléments de puissance de la Chine et des États insulaires océaniques laisse à penser que l'implantation de la première au sein des seconds aurait pu être subie plutôt que souhaitée. Or il existe aujourd'hui une importante littérature théorique qui montre l'existence d'une réelle créativité dans les relations internationales des « petits » États. Effectivement bienvenus, les intérêts chinois se sont progressivement étendus en Océanie en suivant la stratégie bien rodée de Pékin du « gagnant-gagnant » qui lui permet de poursuivre ses propres intérêts économiques, politiques et, surtout dans cet espace, stratégiques et sécuritaires. La contre-offensive des États-Unis et de leurs alliés, puissances traditionnelles de la région, est aujourd'hui non seulement croissante, mais aussi de plus en plus coordonnée. La région du Pacifique, et donc des États insulaires océaniques, est actuellement l'un des théâtres les plus sensibles de la compétition exacerbée entre les États-Unis et la Chine. Un jeu de go au détriment des « petits » États insulaires océaniques ?

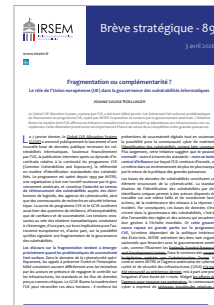
opérationnelles, les acteurs concernés tendent à reformuler ces enjeux en termes de bénéfices militaires, sans en assurer une intégration homogène. Parallèlement, la sécurité climatique s'impose comme un registre stratégique en expansion, particulièrement en Norvège, où elle s'articule aux enjeux arctiques et aux dynamiques régionales.



**Étude 134
(16 avril)**

« Penser la durabilité à l'ère de la préparation de la guerre – La Finlande, la Suède et la Norvège au prisme de la défense durable », par **Marine de Guglielmo Weber et Sophia Maller, 86 p.**

L'intégration des enjeux environnementaux au sein des organisations de défense s'est structurée autour de plusieurs cadrages – sécurité climatique, défense verte, protection de l'environnement – sans pour autant donner lieu à un cadre stratégique unifié. L'analyse proposée introduit la notion de « défense durable », entendue comme la convergence entre impératifs opérationnels et contraintes environnementales dans la planification, la logistique, l'acquisition et la conduite des opérations. À partir d'une approche comparative, centrée sur la Finlande, la Suède et la Norvège, se dessine une trajectoire marquée par la continuité des politiques environnementales depuis les années 1980. Celles-ci conservent toutefois une portée stratégique limitée, demeurant principalement inscrites dans des logiques de conformité et de gestion des impacts. Dans un contexte de réaffirmation des priorités



**Brève stratégique 89
(3 avril)**

« Fragmentation ou complémentarité ? Le rôle de l'Union européenne (UE) dans la gouvernance des vulnérabilités informatiques », par **Jeanne-Louise Roellinger, 2 p.**

Le Global CVE Allocation System, soutenu par l'UE, a été lancé début janvier. Cet événement fait suite aux problématiques de financement du programme CVE, opéré par MITRE Corporation et soutenu par le gouvernement américain. L'initiative illustre la manière dont l'UE affirme son influence normative tout en atténuant sa dépendance aux infrastructures non européennes. Cette dimension prend toute son importance à l'heure du retour de la compétition entre grandes puissances.



**Brève stratégique 90
(23 avril)**

« Repenser la posture de défense des États du Golfe après la guerre », par **GBR (2S) Olivier Passot, 2 p.**

La guerre au Moyen-Orient a révélé les vulnérabilités sécuritaires des États du Golfe face à l'Iran, notamment leur dépendance au détroit d'Ormuz et la fragilité de leur défense antiaérienne. La menace iranienne, qui perdurera après la guerre (sauf improbable changement de régime), leur imposera une révision de leur posture de défense, s'ils veulent préserver leur modèle de développement.



Veille stratégique 3 (28 avril)

« [Récits et discours stratégiques de la République populaire de Chine](#) », par Paul Charon, 4 p.

Cette note analyse les récits et discours stratégiques produits par les autorités chinoises. Chaque trimestre, quelques discours sont retenus parmi ceux qui structurent la séquence diplomatique. Elle s'inscrit dans le programme de recherche en narratologie politique des relations internationales développé au sein de Fabulæ Mundi. L'objectif est de dégager les formes, les opérations, les inflexions et les reconfigurations du dispositif narratif de Pékin à l'adresse d'un lectorat soucieux de comprendre non seulement ce que Pékin dit, mais aussi comment les récits qu'il déploie produisent leurs effets.

NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



Céline Marangé, *La guerre d'Europe a commencé, Paris, Les Arènes*, 272 p.

En 1991, à la fin de l'Union soviétique, nous avons cru que le temps de la confrontation était révolu et que la Russie pourrait devenir une partenaire, voire une alliée. Comme beaucoup d'hommes issus de son milieu,

Vladimir Poutine, lui, pensait l'inverse et commençait à mûrir une revanche.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine vise l'anéantissement d'un pays, la négation d'un peuple, mais aussi la révision complète de l'ordre de sécurité européen. Elle répond à une logique héritée de la culture des services secrets soviétiques : obsession de l'encerclement, primat du rapport de force, usage de la subversion et de la désinformation.

« On a toujours besoin d'un ennemi. Sans lui, l'absurdité du système apparaîtrait clairement », a déclaré Vadim Bakatine, l'ancien directeur du KGB. Avec une clarté implacable, [Céline Marangé](#), l'une des grandes spécialistes françaises de la Russie et de l'Ukraine, sonne le réveil.

ÉVÉNEMENTS

1^{er} avril : Séminaire « La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État », avec Yaodia Sénou-Dumartin (IRSEM).



Le 1^{er} avril s'est tenu un séminaire de présentation de l'ouvrage, *La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État : recherche interdisciplinaire*, publié dans la collection des thèses de l'Institut francophone pour la justice et la démocratie et distribué par LGDJ-Lextenso. Le séminaire s'est ouvert par une présentation de [Benoît Rademacher](#), directeur adjoint, avant que [Yaodia Sénou-Dumartin](#) n'expose sa démarche structurée autour de quatre axes : l'origine du sujet, l'objet et la méthode de la thèse, ainsi que son originalité et ses apports.

La recherche part du constat que la littérature juridique et les organisations internationales présentent traditionnellement la constitution comme un instrument de pacification des rapports sociaux. Prenant le contrepied de cette approche, la thèse interroge les conditions dans lesquelles la constitution peut, au contraire, constituer un facteur de conflictualité. La recherche fondamentalement juridique s'appuie sur une méthodologie interdisciplinaire. Elle intègre l'économie aussi bien pour les outils que les méthodes qu'elle propose. Les résultats sont ensuite analysés à la lumière des théories juridiques afin d'en proposer une lecture renouvelée. Les travaux mettent en évidence que certains paramètres constitutionnels, tels que le décalage entre la consécration des droits fondamentaux et leur effectivité, peuvent être corrélés à la survenance de conflits armés internes.

La discussion conduite par le conseiller d'État Éric Thiers s'est appuyée sur ces résultats pour ouvrir plusieurs pistes de réflexion relatives aux enjeux de conflictualité à venir, notamment en matière de réforme de la pratique institutionnelle, de dynamiques territoriales, d'État de droit et de construction européenne. Il a également souligné que cette recherche contribue à remettre en cause certaines idées reçues en droit constitutionnel.

Yaodia SÉNOU-DUMARTIN

7 avril : Book Club 3 « Les Fronts de l'Est : Autoritarisme numérique en Russie : répression et résistance », avec Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani.



Le Book Club « Fronts de l'Est » s'est réuni le mardi 7 avril à l'École militaire pour discuter du front cyber et de l'autoritarisme numérique en Russie. Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani ont présenté leur livre : *Digital Authoritarianism in the Making. Repression and Resistance on the Russian Internet* (Cambridge (MA), MIT Press, 2025) qu'on peut librement télécharger [en anglais](#) et [en français](#). La discussion était assurée par [Céline Marangé](#) et [Victor Violier](#).

En Russie, l'autoritarisme numérique s'est progressivement imposé sur un réseau internet qui était libre à ses débuts. Entre le début des années 2010 et la guerre totale contre l'Ukraine en février 2022, une multitude de contraintes juridiques, économiques, techniques et algorithmiques ont enserré l'espace numérique, tout en suscitant des critiques et des contournements. L'Internet ayant un potentiel autoritaire et un potentiel émancipateur, l'ouvrage documente ces contrôles et ces résistances.

Les auteurs exposent les mécanismes de surveillance, y compris algorithmiques, et les spécificités de la protection des données et du chiffrement en Russie, tout en soulignant les enjeux liés à la dégradation de la connectivité et des accès à Internet pour les citoyens ordinaires. L'Internet est longtemps demeuré un espace de résistance, investi par des journalistes, des éditeurs et des blogueurs. N'ayant pas de contrôle direct et centralisé sur le réseau, l'État russe tente d'asseoir son emprise en imposant des contraintes techniques et en structurant l'écosystème.

Céline MARANGÉ

7 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le séminaire Jeunes Chercheurs s'est tenu le 7 avril à l'École militaire. Il portait sur la thématique « Faire de la recherche de terrain en Afrique, Asie, Moyen-Orient ». Il a été animé par les chercheurs du domaine Asie, Afrique, Moyen-Orient.

8 avril : Séminaire « L'Égypte sous la présidence Al-Sissi : entre ambitions de la "Nouvelle République" et contraintes structurelles », avec Youssef el-Chazli, Sara Tonsy et Manon Laroche.



Le séminaire organisé par l'équipe AAMO de l'IRSEM a réuni trois universitaires pour évoquer la situation de l'Égypte qui fait face à l'une des crises régionales les plus graves de son histoire récente, les différents conflits à Gaza et en Iran déstabilisant fortement la zone. L'Égypte est confrontée en outre à des défis majeurs, qu'ils soient d'ordre environnemental, démographique ou migratoire. Youssef el-Chazli (MdC en sociologie politique des mondes arabes et directeur du département Sciences sociales des Mondes méditerranéens, Université Paris VIII) a évoqué la reconfiguration profonde des champs politiques, bureaucratiques et administratifs engagée depuis son accession au pouvoir par le président Al-Sissi, conscient quinze ans après le « chaos » des « Printemps arabes », de la nécessité de réformes. Soucieux de préserver la stabilité du régime, l'État égyptien mise sur une communication intense pour légitimer son action. Cette stratégie s'accompagne d'une neutralisation des contre-pouvoirs émergents, dans une logique de dépolitisation importante, tout en assumant une démarche de transparence à l'occasion des dernières élections législatives (Assemblée du Peuple). Selon Youssef el-Chazli, le régime actuel n'hésite plus à s'attaquer à des tabous historiques pour mener à bien ses grands projets. Sara Tonsy (chercheuse à l'IEP d'Aix-en-Provence et responsable pédagogique au Collège universitaire Sciences Po Paris) a analysé le régime sous un prisme économique

et médiatique. Elle a décrit une situation de crise durable, alimentée par la dévaluation de la livre égyptienne et l'impact des guerres régionales, qui ont entraîné une baisse drastique de la fréquentation du canal de Suez et des revenus associés. Elle a également pointé du doigt la pression démographique croissante qui pèse lourdement sur les ressources de l'État. Le pays se retrouve ainsi dans une forte dépendance vis-à-vis des devises étrangères et des prêts du FMI. Pour faire face à ces difficultés, l'État a développé un « discours de crise » visant à centraliser davantage le pouvoir et à déplacer les responsabilités tout en tentant de renforcer ses alliances stratégiques régionales. Enfin, Manon Laroche (doctorante au Centre Thucydide et affiliée au CEDEJ – UMIFRE/CNRS du Caire) a expliqué comment le régime s'efforce de tourner une nouvelle page dans son histoire contemporaine. Sous le mandat d'Al-Sissi, l'ambition de créer une « Nouvelle République » se traduit par une transformation profonde de l'État, illustrée par des projets pharaoniques tels que le dédoublement du canal de Suez. Ce chantier vise non seulement à augmenter les recettes fiscales, mais aussi à démontrer la capacité de financement du gouvernement et à renforcer l'importance cruciale du canal pour le commerce mondial. Selon Manon Laroche, l'Égypte parvient à tirer profit du chaos environnant grâce à une stratégie de multi-alignement diplomatique. Toutefois, cette position reste précaire face aux tensions avec ses voisins : enjeux sécuritaires et migratoires en Libye, différends avec l'Éthiopie concernant le barrage de la Renaissance. Concernant la guerre à Gaza, elle a rappelé la pression internationale pour l'ouverture de couloirs humanitaires, face à laquelle le pays maintient une position complexe, refusant notamment tout transfert de population vers le Sinaï.

Fiona LOUIJEAN

10 avril : Séminaire « Penser la guerre en Ukraine au prisme du privé : la transformation de la conjugalité des combattants ukrainiens dans et par la guerre », IRSEM/ISP, avec Coline Maestracci, Céline Marangé, Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou et Victor Violier.

Coline Maestracci, docteur en science politique, ancienne post-doctorante « ambassadrice » de la DGRIS, post-doctorante à l'Université libre de Bruxelles, a présenté, le 10 avril 2026 à l'École militaire, sa nouvelle recherche intitulée « Penser la guerre en Ukraine au prisme du privé : la transformation de la conjugalité des combattants ukrainiens dans et par la guerre ». Son intervention se déroulait dans le cadre du cycle IRSEM/ISP « L'espace social

et politique de la guerre », animé par Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou, [Céline Marangé](#) et [Victor Violier](#).

Son objectif est d'analyser les effets de la guerre sur la vie conjugale et familiale des combattants ukrainiens, mais aussi de remettre la vie privée au cœur des trajectoires combattantes, en adoptant une approche microsociologique. À partir d'un terrain exploratoire réalisé en Ukraine, à Lviv et à Kyiv, en février 2026, elle a dressé trois axes de recherche : la transformation de l'institution familiale dans la guerre ; la (non)-transmission de l'expérience guerrière au sein de la sphère familiale, et la famille comme espace de politisation en temps de guerre.

En parallèle, elle s'intéresse à la fabrique des politiques publiques concernant les anciens combattants. À cette fin, elle étudie les lois adoptées à la Rada et le travail de plaidoyer entrepris par des associations de la société civile auprès des pouvoirs publics au sujet la reconversion des combattants ; elle examine aussi les débats qui émergent dans la société ukrainienne sur la définition même de la famille et sur le retour des soldats à la vie civile, ainsi que sur des questions délicates comme la procréation post-mortem.

Céline MARANGÉ

13 avril : Séminaire « Fabulae Mundi : 7. Lire les émotions comme éléments architextuels des "effets de monde". Le cas bosnien, 30 ans après les accords de Dayton », avec Guillaume Oriol (Université Bordeaux Montaigne / École pratique des hautes études).

Cette septième séance a déplacé la réflexion vers la strate affective des récits stratégiques, en s'interrogeant sur la manière dont les émotions participent à l'architecture invisible des mondes communs. Prenant pour terrain la Bosnie-Herzégovine trente ans après les accords de Dayton, l'intervention de Guillaume Oriol a proposé de lire les émotions non comme de simples conséquences psychologiques du conflit, mais comme des éléments architextuels structurant les « effets de monde », des matrices formelles qui conditionnent l'apparition, le maintien ou la défaite d'un monde partagé. Trois ancrages théoriques ont soutenu cette hypothèse : l'histoire des émotions de William Reddy, qui saisit les affects à travers des « régimes émotionnels » normatifs définissant les modes légitimes d'expression ; la notion d'architexte empruntée à Gérard Genette, déplacée du champ strictement générique vers une acception élargie comme principe d'organisation implicite d'un ensemble discursif et institutionnel ; et le « partage du sensible » de Jacques

Rancière, qui articule sensibilité, visibilité et distribution du politique. De ce triple appareil émerge une reformulation du diagnostic bosnien : non un « conflit gelé », mais un monde affectivement architecturé pour demeurer en équilibre instable. La paix se donne alors à penser non comme simple cessation des hostilités ou ajustement constitutionnel, mais comme reconfiguration du partage du sensible, c'est-à-dire transformation des conditions mêmes selon lesquelles un monde peut apparaître comme commun. En portant l'attention sur l'épaisseur affective et architextuelle de la mise en récit, cette séance a enrichi l'appareil conceptuel du séminaire.

Paul CHARON

15 avril : Séminaire « Business and the Weaponization of Economic Interdependence » : « The Euro's Last Chance: Internationalize or Become Irrelevant », avec Ludovic Subran (Allianz), IRSEM/HEC.



Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz, est venu présenter les conclusions de sa note au Conseil d'analyse économique (« Our euro, your solution. Comment renforcer le rôle international de l'euro ») sur l'internationalisation de l'euro écrite en collaboration avec Hélène Rey (London Business School). Son diagnostic : une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour la monnaie européenne, mais elle restera brève.

Subran date de 2025 la fin du rôle de « hégémon bienveillant » des États-Unis. Des signaux convergents dégradent la prime de confiance du dollar : remise en cause de l'indépendance de la Réserve fédérale, dérive budgétaire et désengagement sécuritaire. Cela entraîne un nouveau « Kindleberger trap » par analogie avec le déclin de la livre sterling concomitant de la fin de l'hégémonie britannique à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Cette bascule s'accompagne d'une arsenalisation monétaire croissante. Le gel des avoirs russes en 2022 a accéléré les stratégies de diversification des BRICS. Les *stablecoins* en dollar (Tether, Circle) détiennent désormais autant de *Treasuries bonds* que le Royaume-Uni et le Japon réunis. Cela représente paradoxalement une nouvelle vague de dollarisation, que l'Europe laisse prospérer en ne présentant pas d'instruments d'investissement alternatifs.

Le principal angle mort est diplomatique. Lorsque l'UE signe un accord commercial, aucun représentant de la BCE ni aucune banque européenne ne l'accompagne – configuration impensable côté américain. Subran plaide pour une véritable diplomatie de l'euro : extension des lignes de swap de la BCE vers l'Asie, conditionnalité sur les financements européens (SAFE, NGEU) et promotion de l'euro dans les accords de libre-échange signés par l'EU.

Enfin, la création d'« obligations de paix » paneuropéennes (500 milliards d'euros consacrés à des investissements en interopérabilité) fournirait l'actif sûr qui manque à la zone. Berlin s'y oppose, au nom de la subsidiarité. Toutefois, sans mutualisation, prévient Subran, l'Europe s'expose au classique problème du passager clandestin, au moment où elle doit démontrer sa capacité d'action stratégique autonome.

Prochain séminaire sur l'impact de l'IA vu des entreprises le 29 mai à 12 h 00, avec Charles Gorintin, PDG de ALAN et co-fondateur de Mistral.

Olivier CHATAIN

16 avril : Conférence : « DGSE : Une brève histoire du renseignement français ».



Le 16 avril, s'est tenu en amphi Louis une conférence autour de Damien Van Puyvelde, professeur à l'université de Leiden et chercheur associé à l'IRSEM, auteur de l'ouvrage *DGSE : Une brève histoire du renseignement français*, publié chez Nouveau Monde éditions. Cet ouvrage essentiel offre, grâce aux nombreuses sources mobilisées

– rapports officiels, documents déclassifiés, témoignages, Mémoires –, une remarquable synthèse des connaissances et des sources disponibles sur le fonctionnement et les activités du service secret français depuis 1982. La conférence a permis d'explorer les grands axes de cette recherche et de montrer comment la DGSE s'est adaptée aux exigences de sécurité du XXI^e siècle pour faire face à des attentes de plus en plus importantes. La conférence a réuni une centaine de personnes et a été suivie d'une séance de dédicace.

Clément RENAULT

IRSEM EUROPE

7 avril : Brown Bag Seminar « Énergie et souveraineté dans les États baltes : une transformation stratégique majeure », avec Annabelle Livet.



Le Brown Bag Seminar « Nordic-Baltic », animé par Annabelle Livet, chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique et doctorante à l'Institut de géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a porté sur un enjeu central pour l'Europe du Nord : la transformation du système énergétique des États baltes et leur sortie progressive de la dépendance aux réseaux russo-biélorusses. Longtemps intégrés à des infrastructures héritées de l'Union soviétique, les États baltes ont engagé depuis les années 2000 une recomposition profonde de leur modèle énergétique, accélérée par les crises géopolitiques et les tensions avec la Russie. Cette transition s'est traduite par la diversification des sources d'approvisionnement, le développement d'infrastructures énergétiques alternatives, une prise en compte accrue des menaces hybrides en particulier cyber, ainsi que la synchronisation récente avec le réseau électrique continental européen.

Au total, cette dynamique marque une rupture historique qui renforce la souveraineté énergétique des États baltes tout en achevant leur intégration dans l'espace énergétique européen. Elle soulève néanmoins plusieurs défis persistants, notamment la gestion de nouvelles interdépendances, la sécurisation des infrastructures critiques et la capacité à assurer la résilience en cas de crise.

Ce cas d'étude illustre plus largement un enjeu structurant pour l'Union européenne : la construction d'une autonomie stratégique qui repose à la fois sur l'intégration et sur la capacité de résilience des États membres.

8 avril : Brown Bag Seminar « Que pensent les Russes ? », avec Elsa Vidal.

9 avril : Brown Bag Seminar « Mapping the MilTech War: Eight Lessons from Ukraine's Battlefield » Eastern Circles/IRSEM Europe.



Un échange particulièrement éclairant avec Elsa Vidal, rédactrice en chef de la rédaction en langue russe chez Radio France internationale (RFI) et autrice de l'ouvrage *Que pensent les Russes ?*, qui prolonge ces réflexions et offre un éclairage approfondi sur la société russe. Cette intervention a permis de revenir sur les représentations souvent simplifiées de la société russe.

Contrairement à une vision fréquemment relayée, il n'existe pas d'opinion publique russe homogène. La société est au contraire profondément fragmentée, traversée par des fractures sociales, économiques et territoriales. Les réalités vécues à Moscou, dans les régions périphériques ou au sein de certaines républiques sont très différentes, tout comme les rapports au pouvoir et les perceptions du conflit en cours. Un autre point clé : les sondages, loin d'être anecdotiques dans un régime autoritaire, constituent un outil central de pilotage politique. Ils permettent au pouvoir d'ajuster ses décisions et d'anticiper les réactions sociales, révélant ainsi un système attentif à ses équilibres internes malgré son caractère autoritaire.

La relative passivité d'une partie de la population ne doit pas être interprétée comme un soutien actif. Elle s'explique davantage par des stratégies d'adaptation dans un environnement contraint, où l'engagement politique est limité et souvent risqué. À l'inverse, des mobilisations restent possibles lorsque des enjeux sociaux ou économiques touchent directement le quotidien.

Cette analyse rappelle un enjeu essentiel : la nécessité de mieux comprendre la diversité des sociétés russes afin d'éviter les lectures simplificatrices et d'affiner nos approches politiques, diplomatiques et analytiques.

Le 9 avril, le Brown Bag Seminar « Mapping the MilTech War: Eight Lessons from Ukraine's Battlefield », organisé avec Eastern Circles, a proposé un échange approfondi sur les transformations du champ de bataille en Ukraine.

L'intervention a mis en évidence une rupture majeure avec les logiques traditionnelles de la guerre. Le conflit est désormais marqué par une accélération continue de l'innovation militaire, où les technologies sont expérimentées, adaptées puis rapidement dépassées dans des cycles extrêmement courts. Les drones occupent aujourd'hui une place centrale dans cette évolution. Leur massification, la réduction des coûts et leur utilisation en essai redéfinissent les équilibres opérationnels. Parallèlement, l'intensification de la guerre électronique contribue à un environnement de combat de plus en plus instable et contesté.

Autre enseignement majeur : le rôle croissant des données et de l'intelligence artificielle, désormais intégrées comme outils d'appui à la décision, même si leur utilisation reste encore largement dépendante de l'intervention humaine.

Au-delà des technologies, un facteur apparaît déterminant : l'humain. La capacité à former rapidement les forces, à intégrer des profils hybrides (militaires, civils, experts technologiques) et à s'adapter en continu devient un avantage stratégique clé. Enfin, l'échange souligne un défi central pour les armées européennes et l'OTAN : faire face à des adversaires qui disposent d'une expérience de combat en temps réel et de cycles d'apprentissage beaucoup plus rapides, redéfinissant les équilibres stratégiques contemporains.

16 avril : Brown Bag Seminar « Financer le réarmement de l'Europe : les instruments budgétaires de la défense », avec Samuel B. H. Faure.



Le Brown Bag Seminar sur le thème « Financer le réarmement de l'Europe : les instruments budgétaires de sa défense » a permis de revenir sur les transformations récentes de la politique de défense de l'Union européenne. Avec l'intervention de [Samuel B. H. Faure](#), maître de conférences en science politique à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye et chercheur à l'IRSEM, les échanges ont mis en lumière la montée en puissance d'une véritable architecture financière européenne dédiée à la défense : Fonds européen de défense, instruments hors budget et nouveaux mécanismes de soutien à l'industrie.

Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques durables, ces outils redéfinissent progressivement le rôle de l'UE comme acteur stratégique. Ils soulèvent toutefois plusieurs enjeux majeurs : une gouvernance encore fragmentée, des usages différenciés selon les États membres, ainsi que des arbitrages importants à venir dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel (MFF).

Au-delà des instruments eux-mêmes, la discussion a mis en évidence une question centrale : la capacité de l'Union à construire un financement cohérent et soutenable de sa défense sur le long terme.

23 avril : Brown Bag Seminar « Russia, Islam, and the Politics of Conservative Moral Order », avec Gulnaz Sibgatullina.



Le Brown Bag Seminar consacré à « Russie, Islam et Europe », animé par Gulnaz Sibgatullina, professeure adjointe à l'Université d'Amsterdam (UvA) et chercheuse principale du projet IRInA (Illiberal Religious Internationalism in Africa), a offert un éclairage approfondi sur les recompositions contemporaines des relations entre religion, État et ordre politique en Russie.

Les discussions ont mis en évidence la manière dont l'islam et l'orthodoxie sont aujourd'hui intégrés dans un même récit politique. La Russie ne se présente plus uniquement comme une puissance orthodoxe, mais comme un État capable d'englober et de représenter sa diversité religieuse, notamment musulmane. Sur le plan interne, cette gestion repose sur une structuration étatique forte des communautés musulmanes, via des institutions intermédiaires encadrant leur représentation. La religion est ainsi reconnue comme un élément légitime de la société, mais étroitement intégrée à l'architecture du pouvoir, dans une logique de stabilité et de contrôle des dynamiques politiques.

À l'international, cette configuration s'inscrit dans une narration plus large : celle d'un « État-civilisation » qui défend un modèle alternatif au libéralisme occidental. En mobilisant les notions de tradition, de souveraineté et de valeurs morales, la Russie construit un discours qui trouve un écho dans ses partenariats avec le « Global South » et dans des formats comme les BRICS, où les dimensions culturelles et religieuses deviennent des leviers diplomatiques.

Enfin, les échanges ont souligné les tensions inhérentes à ce modèle : entre inclusion affichée et contrôle des expressions religieuses, entre diversité revendiquée et encadrement strict des communautés, dans un contexte géopolitique profondément transformé depuis 2022.

Une réflexion qui invite à interroger la manière dont les récits civilisationnels redéfinissent aujourd'hui les rapports entre religion et politique à l'échelle globale.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



CNE Yves AUFFRET

- Publication : « Jeux de guerre et formation de l'officier en France », *Revue militaire suisse*, 1-2026, avril, p. 50-51.
- Lancement du pôle « Technologies numériques et conflictualités », co-coordonné avec Marie-Gabrielle Bertran (CIENS, ENS) et Benoît Lopez (CREA, EAE), au sein de l'association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), 8 avril.
- Participation à la réunion de lancement des travaux ACADEM sur les labs du futur concernant le projet de réflexion prospective sur les métaux critiques en 2050, 14 avril.



Élie BARANETS

- Présidence du jury de soutenance de thèse de Guillaume Grelin : « Quand le "Nous politique" se défait : Analyse des luttes pour la reconnaissance et échecs des transitions démocratiques au Soudan (1947-1958), et au Soudan du Sud (2011-2013) », Institut Catholique de Paris, 30 mars.
- Invité de l'émission « Le 64 Minutes » : « [Iran: 40 jours de guerre et maintenant ?!](#) », TV5 Monde, 8 avril.



David CADIER

- Invité de l'émission « Cultures Monde » présentée par Mélanie Chalandon, « [Élections en Hongrie : Viktor Orbán cible l'Ukraine](#) », avec Jacques Rupnik et Marc Sémo, France Culture, 3 avril.
- Interview : « Législatives en Hongrie : l'élection qui pourrait changer l'Europe », TV5 Monde, 7 avril.
- Intervention dans le cadre de la table ronde « Dealing with the reality of long-term confrontation with Russia », conférence « Florence Security Forum 2026: Constructing a Resilient European Security Architecture », organisée par la School of Transnational Governance de l'Institut universitaire européen (EUI), Florence (Italie), 15-16 avril.
- Participation au séminaire fermé « Russia scenarios and implications for the transatlantic security », organisé par le Robert Schuman Centre for Advanced Studies de l'Institut universitaire européen (EUI), Florence (Italie), 20-21 avril.



Paul CHARON

- Publication : « [Récits et discours stratégiques de la République populaire de Chine](#) », Veille 3, IRSEM, 28 avril.
- Double conférence sur la Chine au profit des cadres des Écoles militaires de Bourges et des officiers préparant le concours de l'École de guerre, Bourges, 7 avril.
- Organisation et animation du séminaire « Fabulae mundi », intervention de Guillaume Oriol intitulée « Lire les émotions comme éléments architextuels des "effets de monde" ». Le cas bosnien, 30 ans après les accords de Dayton », IRSEM, 13 avril.



Samuel B.H. FAURE

- Cité par Elsa Trujillo, « Eric Trappier, l'homme fort de Dassault : enquête sur ses entrées à l'Élysée et au ministère des Armées », *L'Express*, 1^{er} avril.
- Participation à la journée de prospective CNRS « Guerre et paix » organisée à l'Institut d'études avancées de Paris (IEA), 1^{er} avril.
- Participation à la première réunion de l'équipe de recherche franco-brésilienne ayant obtenu un financement CAPES-COFEUCB (1 million d'euros, 2026-2031) autour de la thématique « Autonomie et recompositions multilatérales : les relations UE-Amérique latine », Visioconférence, 3 avril.
- Cité par Clothilde Goujard, « Warplane turmoil tests Europe's defence unity », *Contexte*, 15 avril.
- Intervention : « Financing Europe's Rearmament. Achievements, Challenges, and Priorities », IRSEM Europe, Bruxelles, 16 avril.
- Intervention : « Europe's Role in Transatlantic Solidarity: Shaping Defense between the EU and NATO », Centre for European Policy Studies (CEPS), Bruxelles, 22 avril.



Martial FOUCAULT

- Publication : « [L'interdépendance militarisée : retour de la géostratégie économique](#) », *Revue d'économie financière*, 160 (4), 2025, p. 47-60. <https://doi.org/10.3917/e.ecofi.160.0041>.
- Entretien : « [Martial Foucault : "La mon-dialisation est de plus en plus perçue comme un espace de rivalité"](#) », Les lundis de l'IHEDN, 10 avril.
- Podcast « Pensez stratégique » d'ACADEM : « [Service national : vers un nouveau modèle d'armée](#) », avril.



Marine de GUGLIELMO WEBER

- Publication : avec Sophia Maller, « [Penser la durabilité à l'ère de la préparation de la guerre – La Finlande, la Suède et la Norvège au prisme de la défense durable](#) », Étude 134, IRSEM, 16 avril.

- Publication : « [Refroidir le climat, une fuite en avant](#) », *Reliefs*, 23, « Soleils », avril.



Marie HILIQVIN

- Intervention sur France TV, « Bouclier des Amériques : Trump défie la Chine », 6 avril.



Maxime LAUNAY

- Conférence de présentation de l'ouvrage *La gauche et l'armée en France. De Mai 68 à nos jours* lors du café virtuel « Géopodéficence » de l'APHG (Association des professeurs d'histoire-géographie), 2 avril.



Alexandre LAURET

- Mission de recherche à Djibouti, 18 mars-24 avril.

- Publication : « Variations de la figure du passeur en mer Rouge », *Plein droit*, 148, 2026, p. 24-28.



Céline MARANGÉ

- Publication : *La guerre d'Europe a commencé*, Paris, Les Arènes, avril, 272 p.

- Animation, avec Victor Violier, d'une nouvelle séance du Book Club « Fronts de l'Est » consacrée à l'autoritarisme numérique en Russie autour du livre *Digital Authoritarianism in the Making. Repression and Resistance on the Russian Internet* (Cambridge, MIT Press, 2025), dirigé par Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani, École militaire, 7 avril.

- Co-animation du séminaire « Penser la guerre en Ukraine au prisme du privé : la transformation de la conjugalité des combattants ukrainiens dans et par la guerre » en présence de Coline Maestracci et dans le cadre du cycle IRSEM/ISP

« L'espace social et politique de la guerre », École militaire, 10 avril.



Mathieu MÉRINO

- Intervention sur la méthodologie de recherche sur le terrain, notamment en terrain difficile, au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM et des doctorants de la DGRIS, École militaire, 7 avril.

- Participation à un jury de mémoire d'un stagiaire officier de la 33^e promotion de l'École de guerre travaillant sur l'Afrique, École militaire, 17 avril.

- Interviewé, avec Carine Pina, « Militarisation de la stratégie chinoise en Afrique, notamment par l'intermédiaire des ports chinois », *Jeune Afrique*, 20 avril.



Philippe PERCHOC

- Publication : « [La dronisation de la Baltique : vers une nouvelle géométrie stratégique UE-OTAN](#) », Le Rubicon, 25 mars.

- Cité dans « [Les Européens réfléchissent à un monde sans la garantie militaire américaine](#) », *L'Opinion*, 7 avril.

- Participation à la conférence « Nouvelle géopolitique de la mer Noire », organisée par ELIAMEP et l'Université Columbia, Athènes, 20 avril.



Carine PINA

- Publication : « [Stratégies chinoises et équilibres de puissance en Océanie insulaire](#) », Étude 133, IRSEM, 4 avril.

- Participation au séminaire Jeunes Chercheurs « Faire de la recherche de terrain en Afrique, Asie, Moyen-Orient » animé par le domaine AAMO, 7 avril.

- Intervention : « Comment l'État chinois cherche-t-il à mobiliser les Chinois d'outre-mer ? », séminaire « Chine-Monde in situ de Singapour à la Thaïlande », IrAsia-AMU, 10 avril.

- Participation : « Workshop of the Franco-German Track 1.5 Dialogue on Economic Security », Institut Jacques Delors, 17 avril.

- Interviewée, avec Mathieu Mérino, « Militarisation de la stratégie chinoise en Afrique, notamment par l'intermédiaire des ports chinois », *Jeune Afrique*, 20 avril.



Maud QUESSARD

- Invitée de l'émission « Planisphère », présentée par Pierre Verluise, « Quelle est la stratégie de Trump II ? » diffusée sur RCF et Radio Notre-Dame depuis le 31 mars.

- Invitée des matins de France Culture, « Trump seul contre tous », avec Laurence

Nardon, 4 avril.

- Interview pour l'émission « C pas si loin » : « Bouclier des Amériques : Trump défie la Chine », France 5 (disponible jusqu'au 1^{er}/04/2027), avril.

- Publication : « Trump face au BRICS+ : Diviser pour tenter de régner », *Multitudes*, 102, avril.

- Interview pour Radio Classique, 7 avril.

- Intervention à « L'Agora des Assises : Le Journalisme face aux guerres informationnelles », modéré par Steven Jambot (RFI), avec la Fondation Descartes, Assises du Journalisme de Tours, 7-8 avril.

- Grand Entretien avec Florian Bouhot, « Anti-guerre mais loyal et ambitieux : pourquoi J.D. Vance a pris les rênes des négociations avec l'Iran », *Le Parisien*, 10 avril.

- Invitée à l'émission « Parlons-en » animée par Pauline Pacard, « Guerre en Iran, victoire chinoise ? », avec Pierre Haski et Bruno Darroux, France 24, 15 avril.

- Conférence : « Désinformation et résilience démocratique », avec David Chavalarias, École normale supérieure de la rue d'Ulm, Paris, 15 avril.

- Participation au G7 Rapid Response Mechanism, FIMI experts, Quai d'Orsay et UNESCO, Paris, 23-24 avril.

- Atelier d'anticipation stratégique avec la cellule d'anticipation stratégique (CAST), 28 avril.



Clément RENAULT

- Organisation et modération de la conférence de Damien Van Puyvelde autour de la parution du livre *DGSE : Une brève histoire du renseignement français*, École militaire, 16 avril.

- Membre du jury de soutenance du mémoire d'un officier de marine de l'École de guerre, 20 avril.



Benoît RADEMACHER

- Ouverture du séminaire « La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État », avec Yaodia Sénou-Dumartin, École militaire, 1^{er} avril.



Yaodia SÉNOU-DUMARTIN

- Présentation de l'ouvrage *La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État : recherche interdisciplinaire*, École militaire, 1^{er} avril.



Hugo TIERNY

- Lauréat du prix international André Corvisier, de la Commission internationale d'histoire militaire (ICMH), pour la thèse de doctorat « Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine – les cas de Taïwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing », 16 avril.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Entretien : « To Lam veut faire émerger un nouveau dragon », *Asies Reportages* (magazine trimestriel des Enfants du Mékong), avril, p. 10-11.

- Cité dans « Au Vietnam, To Lam, le chef du Parti communiste élu président », *Le*

Monde, 8 avril.

- Cité dans « Tô Lam, nouveau maître incontesté du Vietnam », *Libération*, avril.



Victor VIOLIER

- Douzième et dernière séance de l'enseignement « Relations internationales : analyse des conflits contemporains », 3^e année de licence, Institut Catholique de Paris (ICP), 6 avril.

- Discussion de l'ouvrage de Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani, *Digital Authoritarianism in the Making. Repression and Resistance on the Russian Internet*, Cambridge (MA), MIT Press, 2025, lors de la 3^e séance du Book Club « Fronts de l'Est » organisée par Céline Marangé, École militaire, Paris, 7 avril.

- Co-organisation, co-animation et discussion de la 7^e séance du cycle de séminaire IRSEM/ISP autour de Coline Maestracci : « Penser la guerre en Ukraine au prisme du privé : la transformation de la conjugalité des combattants ukrainiens dans et par la guerre », avec Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou et Céline Marangé, École militaire, Paris, 10 avril.

- Auditionné par la section 43 « Pouvoir, politique et société » du CNRS, Concours de recrutement des chargés de recherche, Aubervilliers, Centre des colloques, 14 avril.

- Réunion du jury du concours d'accès à l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST), École militaire, Paris, 16 avril.
- Douzième et dernière séance de l'enseignement (en anglais) « Contemporary Russia's Domestic Politics and Foreign Policy », Collège universitaire, Sciences Po Paris, 30 avril.



Océane ZUBELDIA

- Jury : Challenge universitaire – Grand Oral dans le cadre de l'Entente cordiale franco-britannique sur le thème « Conflits, technologies et sécurité mondiale », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 10 avril.

- Intervention : « Comment l'innovation et les technologies du numérique transforment-elles la manière de conduire la guerre ? », La journée des innovateurs de la Marine organisée par le FANLAB, Base navale de Toulon, 15 avril.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

CUBA FACE AUX PRESSIONS AMÉRICAINES

Christopher Sabatini, « [How far will Trump push Cuba?](#) », Chatham House, avril 2026.

Peu après l'opération américaine particulièrement controversée menée au Venezuela, qui a conduit à la capture du président Nicolás Maduro, l'attention de Washington semble se déplacer vers Cuba. Dans ce contexte, l'administration Trump a récemment durci sa posture à l'égard de La Havane, notamment en suspendant l'entrée d'environ 27 000 ressortissants cubains. Parallèlement, la stratégie américaine s'appuie sur un levier énergétique croissant : la coupure des livraisons de pétrole vénézuélien, jusqu'alors essentielles à l'économie cubaine, s'accompagne de menaces de sanctions commerciales contre les États susceptibles de compenser ce manque.

Dans ce contexte, le président américain affirme avoir proposé un accord au gouvernement cubain dirigé par Miguel Díaz-Canel, des discussions étant en cours entre les deux parties. Toutefois, le régime cubain se retrouve face à une alternative particulièrement contraignante : accepter des concessions politiques majeures, telles que la libération de prisonniers politiques ou l'organisation d'élections au risque d'affaiblir son contrôle, ou maintenir une ligne dure au prix d'une aggravation de la crise économique et humanitaire, susceptible de déboucher sur des troubles internes ou un nouvel exode massif.

Si la stratégie de Washington semble s'inspirer de son approche récente au Venezuela notamment après les tentatives de déstabilisation du régime de Nicolás Maduro, la situation cubaine présente des spécificités majeures. Contrairement au Venezuela, Cuba ne dispose pas de ressources énergétiques ou minières significatives susceptibles de représenter un intérêt économique stratégique pour les États-Unis. L'enjeu apparaît dès lors davantage idéologique, s'inscrivant dans la continuité des tensions héritées de la guerre froide.

Le système politique cubain repose sur plus de six décennies de continuité autoritaire depuis Fidel Castro puis Raúl Castro, permettant au Parti communiste de consolider son emprise sur l'État. Les élites politiques et militaires, notamment les Forces armées révolutionnaires, demeurent fortement attachées à l'héritage révolutionnaire et réticentes à toute transformation structurelle.

Par ailleurs, la société cubaine apparaît profondément fragmentée après des décennies de contrôle politique étroit, limitant l'émergence d'alternatives crédibles. Contrairement au Venezuela, aucune opposition structurée bénéficiant d'une légitimité électorale claire ne semble en mesure de porter une transition politique.

Du côté américain, les options restent contraintes. Même en cas de changement de leadership à La Havane, le cadre légal américain rend difficile une normalisation rapide des relations économiques. Une stratégie plus coercitive reposant sur un soulèvement populaire comporterait des risques élevés : une mobilisation interne pourrait entraîner des violences, voire impliquer indirectement des citoyens américains, ouvrant la voie à une escalade et à une possible intervention.

En définitive, la combinaison de la proximité géographique, de la résilience du régime cubain et des contraintes juridiques et politiques pesant sur l'exécutif américain rend toute confrontation potentiellement instable et riche en effets imprévus.

CYBERSTRATÉGIE 2026 DE LA MAISON BLANCHE

Emily Harding, « [What does the New Cyberstrategy really mean?](#) », CSIS, mars 2026.

Un rapport du Center for Strategic and International Studies revient sur la nouvelle stratégie de cybersécurité dévoilée le 6 mars par l'administration de Donald Trump. Court (quatre pages) mais dense, le document acte un changement de doctrine en faveur d'une approche plus offensive, proactive et assumée face aux cybermenaces.

Parmi les évolutions notables, Washington affirme sa volonté d'agir rapidement et de manière préventive, y compris en dehors du seul cyberspace, rompant avec la retenue des administrations précédentes sur l'emploi de capacités offensives. La stratégie met également l'accent sur la résilience, reconnaissant l'impossibilité d'une sécurité totale, ainsi que sur l'investissement dans les technologies critiques (IA, informatique quantique) pour conserver un avantage stratégique. Elle insiste enfin sur la dimension collective de la cybersécurité, dans un environnement marqué par l'interdépendance des systèmes et des chaînes d'approvisionnement.

Le rapport souligne toutefois plusieurs zones d'ombre. Le document reste vague sur l'adéquation entre objectifs et ressources, et ne désigne aucun adversaire explicite malgré le rôle central souvent attribué à la Chine dans les opérations de cyberespionnage. Certaines ambiguïtés peuvent s'expliquer par le contexte diplomatique, notamment la rencontre prochaine du président américain et de

Xi Jinping. Par ailleurs, la stratégie manque de précisions opérationnelles : elle multiplie les intentions (« nous agirons ») sans détailler les modalités concrètes de mise en œuvre. *The New York Times* indique que des décrets présidentiels doivent compléter ce cadre, mais qu'un seul a, à ce stade, été rendu public.

Un point particulièrement sensible concerne l'ouverture à des actions de contre-attaque par des acteurs privés, suggérant une évolution vers une forme de « cyber-représailles » déléguées, aujourd'hui juridiquement encadrées voire interdites. Cette orientation soulève des interrogations sur les risques d'escalade et la privatisation de la conflictualité cyber.

Au total, la stratégie traduit une volonté claire de renforcer la dissuasion et de reprendre l'initiative dans le cyberspace. Sa crédibilité dépendra toutefois de sa traduction en instruments concrets, ainsi que de la capacité de Washington à articuler ambition stratégique, cadre légal et gestion des risques d'escalade.

LE BOUCLIER DES AMÉRIQUES

Christopher Sabatini, « [Trump's shield of Americas coalition is destined to fail](#) », Chatham House, mars 2026 ; Hannia Novell, « [Escudo de las Americas](#) », *Político MX*, mars 2026.

Lancée le 7 mars 2026 lors d'un sommet à Doral (Floride), l'initiative Shield of the Americas Summit s'inscrit dans une longue tradition latino-américaine de projets multilatéraux souvent inaboutis. Des organisations comme UNASUR ou l'ALBA illustrent ces dynamiques, marquées par des ambitions élevées mais des résultats limités.

Porté par Donald Trump, le sommet a réuni une douzaine de dirigeants latino-américains et caribéens, principalement alignés politiquement avec Washington, autour d'un objectif central : renforcer la coopération sécuritaire et lutter contre les cartels de drogue. L'initiative prévoit notamment une coordination accrue contre le narcotrafic, la sécurisation des frontières et la constitution d'une coalition régionale contre les menaces dites « narcoterroristes ».

Cependant, plusieurs éléments fragilisent d'emblée la portée de cette initiative. L'absence notable de puissances régionales majeures comme le Brésil, le Mexique et la Colombie, qui représentent à elles seules une part prépondérante du PIB régional et des dynamiques liées aux trafics, limite considérablement sa crédibilité et son efficacité. Leur non-participation reflète à la fois des divergences idéologiques et des réticences face à une initiative perçue comme alignée sur les priorités stratégiques américaines.

Mexico voit dans cette initiative surtout une nouvelle tentative de Washington de réaffirmer son hégémonie sur le continent sous couvert de sécurité.

Sur le fond, le « Bouclier des Amériques » repose sur des engagements généraux : coopération renforcée, lutte contre le narcotrafic, promotion de la « paix par la force » mais souffre d'un manque de précisions opérationnelles. Aucun mécanisme concret de financement, de partage du renseignement ou de coordination institutionnelle n'a été clairement défini, ce qui rappelle les limites des précédentes tentatives régionales.

Enfin, le caractère ouvertement partisan de l'initiative, reposant sur un cercle restreint de dirigeants idéologiquement proches, soulève des doutes quant à sa durabilité. Certains observateurs y voient également une tentative visant à contenir l'influence croissante de la Chine en Amérique latine. Toutefois, l'histoire régionale montre que les alliances construites sur des bases politiques étroites peinent à s'inscrire dans le temps.

Au total, cette initiative traduit une volonté de réaffirmation de l'influence américaine dans l'hémisphère, mais ses chances de succès dépendront de sa capacité à dépasser les clivages politiques et à se doter de moyens concrets d'action.

IRAN, CHINE, USA

Andrew P. Miller, « [The Iran War is a win for China](#) », *Foreign Affairs*, avril 2026 ; John Lee, « [How Trump's war on Iran will affect China's Taiwan calculations](#) », *Hudson Institute*, mars 2026.

Le Hudson Institute, think tank conservateur de la politique américaine, défend via l'article de John Lee, une lecture relativement optimiste des conséquences de la guerre menée par Donald Trump contre l'Iran sur l'équilibre stratégique en Asie. Contrairement à une idée répandue, l'engagement militaire au Moyen-Orient ne se traduirait pas mécaniquement par un affaiblissement de la dissuasion américaine face à la Chine. Certes, le déploiement de ressources militaires dans une région limite leur disponibilité ailleurs, mais cette grille de lecture est jugée insuffisante. L'objectif de la campagne, centrée sur les capacités nucléaires et balistiques iraniennes, ne s'inscrit pas dans une stratégie globale visant à contenir Pékin, ce qui relativise son impact direct sur le théâtre indo-pacifique.

À court terme, la pression sur les capacités militaires américaines est néanmoins réelle. L'intensité de l'opération « Epic Fury », marquée par l'utilisation de plusieurs milliers de munitions en quelques jours, illustre l'ampleur de l'en-

gagement. Cependant, selon cette analyse, cela ne signifie pas pour autant que Xi Jinping serait incité à accélérer un scénario d'intervention à Taïwan. Des facteurs internes, comme les purges récentes au sein de la hiérarchie militaire chinoise, fragilisent temporairement la chaîne de commandement. Surtout, la dissuasion ne repose pas uniquement sur des capacités matérielles mesurables, mais sur des perceptions et des anticipations incertaines. Dans ce contexte, la démonstration de volonté américaine pourrait au contraire renforcer un certain effet dissuasif, d'autant que l'affaiblissement de l'Iran prive la Chine d'un partenaire stratégique indirect.

Cette lecture est toutefois fortement nuancée par Andrew P. Miller (*Foreign Affairs*), qui insiste sur les effets indirects potentiellement favorables à Pékin. L'engagement américain au Moyen-Orient détourne des ressources critiques de l'Indo-Pacifique, notamment des capacités navales et des systèmes de défense antimissile, ce qui envoie un signal d'ambiguïté aux alliés régionaux. Par ailleurs, la Chine a su amortir les chocs énergétiques grâce à ses importantes réserves et peut tirer parti de la situation pour renforcer sa posture diplomatique, en se présentant comme un acteur stabilisateur et médiateur. Dans ce cadre, la guerre offrirait à Pékin une marge de manœuvre accrue en Asie orientale, tout en lui permettant d'observer et d'analyser en temps réel les capacités militaires américaines.

Enfin, à l'approche d'un sommet bilatéral entre Donald Trump et Xi Jinping, *Foreign Affairs* souligne que la Chine pourrait aborder les négociations en position de force. Pékin disposerait de leviers économiques et stratégiques, notamment en exploitant les priorités politiques américaines. Si certains soutiens de Trump estiment que la guerre contre l'Iran renforce la position des États-Unis face à la Chine, cette vision apparaît, selon cette analyse, largement surestimée. Entre démonstration de force et dispersion stratégique, l'impact réel du conflit sur la rivalité sino-américaine demeure donc profondément ambigu.

Estelle PASCAL

À VENIR

5 mai : Book Club 3 « Approche géostratégique : l'espace dans la guerre en Ukraine », École militaire, amphithéâtre Moore, 17h-18h15. [Inscription.](#)



La prochaine séance du Book Club « Fronts de l'Est » aura lieu le mardi 5 mai de 17h à 18h15 à l'École militaire en amphithéâtre Moore. Nous aurons l'honneur de recevoir le professeur Philippe Boulanger qui présentera son livre *Ukraine. Géostratégie d'une guerre moderne* (Armand Colin, juin 2025) et le général Armel Dirou de l'état-major des armées qui assurera la discussion avec [Céline Marangé](#), chercheuse à l'IRSEM.

Cette séance sera l'occasion d'explorer les apports de l'approche géostratégique dans l'étude de la guerre en Ukraine. Comment maîtriser la profondeur stratégique et les centres de gravité ? Quels sont les bastions naturels et les sanctuaires géostratégiques à exploiter ? Quels rôles jouent les nœuds logistiques et les villes ukrainiennes ? Les dimensions géostratégiques de la guerre d'Ukraine se révèlent multiples depuis 2022. À l'échelle des grands espaces, les affrontements entre les armées russe et ukrainienne conduisent à la redécouverte de la notion d'espace stratégique dans les formes de la guerre conventionnelle.

◆ Le professeur Philippe Boulanger est professeur des universités en géographie à Sorbonne Université où il dirige le master « Géopolitique-information géographique numérique » (Geoint). Auteur de nombreux ouvrages, il a récemment publié, en plus du livre dont nous discuterons, *La géographie, Reine des batailles* (Perrin, 2020), *Planète Médias, géopolitique des réseaux et de l'influence* (Armand Colin, 2^e éd., 2021) et *Introduction à la géostratégie* (La Découverte, 2023) ; il a aussi dirigé l'ouvrage collectif *Geospatial Intelligence. Geoint, un outil d'aide à la décision* (Armand Colin, 2024).

◆ Le général Armel Dirou commande la Task Force Ukraine à l'état-major des armées depuis août 2025. Issu des troupes de montagnes, spécialiste du combat blindé en montagne, il a commandé en second la 1^{re} division britannique d'York en 2023-2025. Il est par ailleurs docteur en histoire (Sorbonne Université), membre du corps professoral de l'université de Durham et de l'Institut pour la recherche, le développement et l'invention de Durham (DIRDI). Il a notamment publié *La guérilla en 1870. Résistance et terreur* (Éditions G. Bernard, 2014) et *Security and International Relations in Central Africa. A Practitioner's Perspective* (Palgrave, 2021).

5 mai : Séminaire OPEXAM « Les États-Unis en Afrique : une politique en mutation ? », École militaire, 10h-12h. [Inscription.](#)



La politique américaine en Afrique reste marquée par une continuité stratégique, le continent n'étant pas une priorité au même titre que l'Europe, le Moyen-Orient ou l'Asie-Pacifique. Depuis son retour en 2025, Donald Trump maintient cette tendance, privilégiant une diplomatie commerciale (*Trade, not aid*), qui place l'Afrique sous une logique transactionnelle. Cette approche, bien que présentée comme mutuellement bénéfique, vise surtout à contrer l'influence chinoise et à sécuriser l'accès aux ressources critiques (cobalt, coltan, lithium, etc.). Les mesures emblématiques de son mandat – réduction de l'USAID, restrictions de visas (*travel ban*) et incertitudes autour de l'AGOA – illustrent une posture plus abrupte, comme en témoignent les tensions avec des dirigeants africains (Afrique du Sud notamment). Enfin, malgré cette orientation économique, les enjeux sécuritaires (lutte antiterroriste) et migratoires demeurent centraux dans la perception américaine de l'Afrique. Si cette approche américaine offre à l'Afrique des opportunités économiques limitées (accès aux ressources stratégiques), elle déstabilise aussi la région en créant un vide géopolitique tout en affaiblissant les États face aux crises. Elle semble ainsi profiter à la Chine et la Russie, qui ont alors l'opportunité

de renforcer leur influence au détriment des puissances occidentales déjà en recul sur le continent.

◆ Jeff Hawkins est un ancien diplomate américain et spécialiste des relations internationales. Au cours de sa carrière au sein du service diplomatique des États-Unis, il a occupé plusieurs postes en Afrique, notamment en tant qu'ambassadeur en République centrafricaine et consul général à Lagos, au Nigeria, où il a développé une connaissance approfondie des dynamiques politiques et sécuritaires du continent. À l'issue de sa carrière diplomatique, il s'est tourné vers l'enseignement et l'analyse. Il a notamment enseigné à Sciences Po à Paris, où il a transmis son expérience de terrain aux étudiants en relations internationales. Il est également chercheur associé à l'IRIS, où ses travaux portent en particulier sur la politique étrangère des États-Unis. Parallèlement, Jeff Hawkins intervient régulièrement dans les médias en tant que commentateur, apportant son éclairage sur les enjeux diplomatiques et géopolitiques contemporains. L'ambassadeur Hawkins a récemment publié un chapitre consacré à la politique africaine des États-Unis dans l'ouvrage *America at 250: At Home and Beyond*.

7 mai : Séminaire « La Libye au-delà de la guerre : pouvoirs, élites et nouvel ordre politique », École militaire, 10h-12h. [Inscription.](#)



Ce séminaire consacré à la Libye propose d'interroger les recompositions politiques et sociales en cours à partir de l'émergence d'un ordre politique nouveau. Il portera sur les processus de consolidation du paysage politique et militaire, sur les arrangements qui structurent les relations entre les centres de pouvoir de Tripoli et de l'Est, ainsi que sur le rôle et les repositionnements des anciennes élites. L'enjeu sera de montrer que ces dynamiques ne relèvent pas seulement d'une crise durable, et qu'elles invitent aussi à remettre en cause l'image largement véhiculée d'une Libye réduite à un espace de guerre civile et d'absence de droit, en mettant au jour des formes de régulation, de hiérarchisation du pouvoir et de stabilisation politique.

◆ Soraya Rahem est doctorante en sociologie politique à l'Université de Tours et affiliée au CEDEJ du Caire. Ses travaux portent notamment sur la mobilisation transnationale des élites de l'ancien régime libyen depuis l'Égypte. Elle a publié dans *Mondes en développement*, dans *Maghreb-Machrek* ainsi que dans *l'Année du Maghreb*.

Wolfram Lacher est chercheur au German Institute for International and Security Affairs (SWP) à Berlin. Auteur de nombreux articles et rapports de recherche sur la Libye contemporaine, il a notamment publié *Libya's Fragmentation : Structure and Process in Violent Conflict* (I.B. Tauris, 2020) et co-dirigé avec Virginie Collombier l'ouvrage *Violence and Social transformation in Libya* (Oxford University Press, 2023).

13 mai : Séminaire Asie 2 : « Tadjikistan-Afghanistan – Une frontière aux confins du Pamir », École militaire, 14h-15h30. [Inscription.](#)



Et si l'Afghanistan représentait une aubaine plutôt qu'un danger ? Alors que sévit un conflit de plusieurs décennies sur la quasi-totalité du territoire, les hautes montagnes du Pamir au nord du pays ont été préservées de la violence et du chaos.

L'isolement physique et politique des minorités pamiries a produit d'intenses contacts des deux côtés de l'Amou Darya, séparant l'Afghanistan du Tadjikistan. De l'arrivée des troupes de l'OTAN en Afghanistan au retour au pouvoir des Talibans, ce sont des marchés transfrontaliers, des mobilités médicales et des traversées familiales qui marquent le paysage d'une frontière pourtant farouchement associée au trafic de drogue et à l'instabilité. Ces échanges garantissent la survie des communautés frontalières abandonnées par des régimes centraux perçus comme obsolètes et corrompus.

De quelle manière une frontière supposément dangereuse peut-elle offrir des opportunités à ses habitants ? Qui sont les acteurs qui favorisent ces nouvelles connexions transfrontalières ?

À l'appui de longues enquêtes ethnographiques sur cette frontière de haute altitude, ce travail nous plonge dans le quotidien d'un lieu reclus mais connecté et déconstruit les présupposés associés aux frontières dites « sensibles ».

◆ Chercheuse associée à l'IRSEM, Mélanie Sadozaï est docteure en science politique et relations internationales de l'INALCO (2022) et enseignante-chercheuse à l'université de Ratisbonne (Allemagne) depuis 2024. Elle a été apprentie à l'IRSEM au sein du domaine Asie, Afrique, Moyen-

Orient (2017-2018), chercheuse invitée à l'Institut français des études sur l'Asie centrale (2019-2020) et post-doctorante à l'Université George Washington (2022-2023). Ses travaux portent sur les relations transfrontalières dans le Pamir, où elle conduit des recherches ethnographiques depuis 2014. Elle dirige par ailleurs un projet financé par le Leibniz Institute intitulé *The Legal Constitutions of Borders*, qui explore les tensions entre le droit et la vie quotidienne le long de trois frontières européennes sous tension.